

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Équiterre, Nature Québec et Option consommateurs demandent que la toute première politique agricole du Québec favorise l'agriculture durable

Montréal, le 9 juin 2010 - Plus de deux ans après la publication du rapport de la Commission Pronovost sur l'avenir de l'agriculture au Québec, Équiterre, Nature Québec et Option consommateurs demandent au gouvernement que la toute première politique agricole du Québec favorise les circuits courts de distribution et l'agriculture durable. Cette politique doit encourager le développement de l'offre et l'accessibilité aux aliments locaux tout en soutenant la relève agricole québécoise.

« Au Québec, la situation est critique et paradoxale : les ménages, qui souhaitent de plus en plus s'approvisionner localement, éprouvent de la difficulté à avoir accès à une alimentation de qualité, et les agriculteurs peinent à vivre du fruit de leur travail. Nous croyons qu'il est temps de soutenir l'agriculture afin qu'elle puisse d'abord nourrir les Québécois », explique Michel Arnold, directeur général d'Option consommateurs.

Selon les groupes, la toute première politique agricole doit avoir des retombées positives sur l'environnement et la société, tout en améliorant l'alimentation des Québécois et leur santé. « Nous avons besoin d'une politique agricole ambitieuse et novatrice, qui mette définitivement derrière nous les stratégies inefficaces et coûteuses du passé. Le Québec est l'État qui soutient le plus son agriculture en Amérique du Nord, il est primordial que cette aide soit orientée vers la production d'aliments à l'empreinte écologique la plus faible », explique Christian Simard, Directeur général de Nature Québec.

Les programmes de soutien de l'État sont actuellement fondés sur de hauts niveaux de production et encouragent la spécialisation et la production de masse pour l'exportation. Selon les groupes, ces programmes doivent évoluer vers la diversification de l'agriculture et une mise en marché locale accrue tout en prévoyant des mesures de transition pour ne pas laisser tomber les producteurs agricoles tributaires de ces choix de stratégies. Le secteur du porc a démontré que la stratégie actuelle mène à un échec cuisant.

Sans fermer la porte à l'exportation, Équiterre, Nature Québec et Option consommateurs considèrent qu'il est impératif de diversifier l'agriculture afin de nourrir le Québec et de développer des marchés de niche avec différents produits québécois de grande qualité.

Favoriser la production locale

Les groupes estiment que le gouvernement doit se doter d'objectifs ambitieux dans sa nouvelle politique agricole afin de rendre les aliments locaux largement accessibles à la population directement dans les grandes chaînes alimentaires mais aussi par l'entremise de marchés de solidarité et par des formules comme celle de l'Agriculture soutenue par la communauté.

« Compte tenu de la montée des coûts de transport, de l'enjeu des changements climatiques, du faible retour à l'agriculteur et de l'intérêt croissant pour les produits locaux, il est primordial de favoriser les circuits courts de distribution, une solution gagnante pour une occupation dynamique du territoire et pour la relève agricole », ajoute Sidney Ribaux, coordonnateur général d'Équiterre.

Le gouvernement doit aussi mettre en place des outils pour améliorer l'accès à l'achat local pour les consommateurs. À ce sujet, selon un sondage Léger Marketing réalisé pour le compte d'Équiterre en mai 2010, 49 % des gens souhaitent la mise en place d'un meilleur étiquetage pour mieux repérer les produits locaux afin d'encourager leur consommation dans

les épiceries.

Une aide écoconditionnelle

Finalement, les groupes estiment qu'il est impératif d'encourager les meilleures pratiques agricoles et décourager celles qui ont un coût environnemental et social élevé par un soutien financier éco conditionnel, c'est-à-dire versé seulement lorsque les pratiques de protection de l'environnement sont respectées. À l'heure actuelle, bien que le principe soit déjà reconnu au Québec, son application est partielle et peu satisfaisante. « Il est temps que les conditions appliquées au soutien financier assurent de façon absolue le respect des normes environnementales en vigueur et favorise l'adoption de bonnes pratiques agroenvironnementales », explique Christine Gingras, agronome de Nature Québec. De plus, les groupes suggèrent que des compensations soient versées aux agriculteurs qui fournissent des services écologiques ayant des impacts bénéfiques pour la société, comme la protection de la qualité de l'eau et des rives, la séquestration de carbone et l'atténuation des inondations.

Équiterre, Nature Québec et Option consommateurs suivront de près les développements reliés à ce dossier au cours des prochaines semaines.

- 30 -

Source :

Eveline Trudel-Fugère
Équiterre
514-605-2000
514-522-2000 poste 303

Mylène Bergeron
Nature Québec
418-648-2104 poste 2074
418-931-1131

Jacinthe Lauzon
Option consommateurs
514 598-7288 poste 226
514 777-6133